

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 26170**

Intitulé

MASTER : MASTER Mention Master Droit des affaires

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Paris-Est Créteil Val-De-Marne	Recteur de l'Académie, Le Président de l'Université Paris-Est Créteil

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques, 120 Spécialités pluridisciplinaires, sciences humaines et droit, 333 Enseignement, formation

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

parcours-type :

- Juriste d'affaires
- Contrats commerciaux

- Juriste d'affaires

A l'issue du Master Droit des affaires, Parcours type Juriste d'affaires, le diplômé est capable de :

- Veiller à ce que l'entreprise et ses différentes composantes soient en conformité avec les différents domaines du droit.
- Identifier les risques juridiques liés aux activités de l'entreprise et définir une politique appropriée de prévention de ces derniers.
- Conseiller les entreprises en difficultés, les aider à définir une stratégie tenant compte des réglementations nationales, européennes et internationales.
- Organiser et diffuser la veille juridique sur tous les sujets intéressant les activités de l'entreprise, contribuer à la diffusion de l'information juridique et à l'animation de formations thématiques.
- Elaborer, rédiger et négocier l'ensemble des contrats et accords liés à l'activité de l'entreprise (contrats français et internationaux d'achats et de fourniture de biens industriels, d'équipements et de services, contrats de sous-traitance, d'externalisation, de transferts de technologies, etc.)
- Défendre et protéger les intérêts de l'entreprise, suivre et gérer les éventuels litiges en relation avec les conseils extérieurs.
- Utiliser les moyens juridiques comme leviers pour améliorer la gestion financière des entreprises, apprécier les risques juridiques et le coût fiscal de ces opérations.
- Optimiser le montage d'opérations de restructurations, fusions, créations, cessions ou acquisitions en appréciant les risques juridiques et le coût fiscal.
- Participer aux opérations de croissance externe, à l'analyse et à la sécurisation des risques juridiques et des montages soumis, rédiger les actes juridiques liés aux différentes étapes du processus d'acquisition ou de cession.

- Contrats commerciaux

A l'issue du Master Mention Droit des affaires, Parcours type Contrats commerciaux, le diplômé est capable de :

- Informer, conseiller les entreprises en matière de Droit du commerce international (contrats internationaux, contentieux commercial international, régulation du commerce international)
- Conseiller les entreprises en matière de Droit de la concurrence (pratiques restrictives de concurrence, concentrations, ententes, etc.)
- Conseiller les entreprises dans le déroulement des procédures arbitrales concernant les litiges du commerce national et international et dans les procédures d'exécution.
- Participer au financement des opérations commerciales des entreprises, leurs investissements nationaux et internationaux, le choix d'une fiscalité adaptée...
- Rédiger les clauses juridiques des contrats en matière de commerce électronique.
- Appliquer le droit de la consommation, de la concurrence, du contentieux, des marques et de la propriété intellectuelle.
- Conseiller les entreprises dans le déroulement des procédures de régulation concernant les litiges du commerce numérique et dans les procédures d'exécution.
- Rédiger des mémoires et collaborer à représenter efficacement l'entreprise à l'occasion des contentieux devant l'autorité de la concurrence, la commission européenne, etc.
- Collaborer à la rédaction, la négociation et le suivi des contrats fournisseurs, conseil auprès des opérationnels et sensibilisation aux risques liés aux pratiques anticoncurrentielles et restrictives de concurrence.
- Mettre en place une veille juridique, diffuser l'information et réaliser des formations de sensibilisations auprès des collaborateurs non spécialistes (marketing, commercial, finances).

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Juriste d'affaires

- Entreprises privées, publiques et parapubliques
- Cabinets d'avocats
- Cabinets d'affaires spécialisés en droit des sociétés, fiscalité et comptabilité, gestion d'actifs

- Centre de gestion
- Collectivités locales

Contrats commerciaux

- Entreprises
- Organismes publics ou parapublics
- Enseignement et recherche
 - Avocat d'affaires
- Juriste d'entreprise
- Juriste dans des organismes publics, parapublics, européens/communautaires ou internationaux
- Expert-comptable et Commissaire aux comptes
- Administrateur judiciaire
- Greffier auprès des tribunaux de commerce
- Notaire
- Magistrat(e)
- Avoué(e)
- Huissiers / Huissière

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1901 : Aide et médiation judiciaire

K1902 : Collaboration juridique

K1903 : Défense et conseil juridique

M1202 : Audit et contrôle comptables et financiers

K2108 : Enseignement supérieur

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

- Juriste d'affaires

L'objectif du Master Mention Droit des affaires, parcours type Juriste d'affaires est de former des généralistes du droit des affaires, qu'il s'agisse d'étudiant(e)s ou de personnes déjà engagées dans la vie professionnelle. Il s'adresse ainsi non seulement aux titulaires d'un M1 de droit privé ou même public, aux élèves des écoles de commerce ou des IEP, mais aussi à ceux qui exercent une fonction en entreprise, aux experts comptables etc. Il leur propose l'enseignement obligatoire de toutes les matières dont un juriste d'affaires doit connaître les règles : droit des contrats, des sociétés, des faillites, des propriétés intellectuelles - la liste n'étant pas exhaustive.

- Contrats commerciaux

L'objectif du Master Mention Droit des affaires, parcours type Contrats commerciaux est de permettre aux étudiants d'approfondir la thématique du droit des contrats. Ce Master 2 entend permettre aux étudiants d'acquérir une connaissance approfondie du droit des contrats, et ce aux plans théorique et pratique. Le droit des contrats est ici étudié dans ses aspects fondamentaux (Unité 1), à la lumière de la régulation dont il fait l'objet (Unité 2), puis décliné dans ses applications les plus spéciales (Unité 3). Il est de plus envisagé sous un angle particulièrement dynamique puisque la spécialité englobe le droit des pratiques restrictives de concurrence (droit de la concurrence), la réglementation des méthodes commerciales (droit de la consommation) et les garanties du financement (droit des sûretés). Un accent particulier est par ailleurs mis sur le droit international privé des contrats.

L'octroi du diplôme s'effectue après une formation en 4 semestres de M1 et de M2.

Master 1 - semestres 1 et 2 - 60 ECTS

Master 2 - semestres 3 et 4 - 60 ECTS

Juriste d'affaires

L'étudiant(e) titulaire d'un master 1 des domaines Droit, Sciences politiques, attestant qu'il ou elle maîtrise les matières fondamentales d'un niveau de master 1 de Droit des affaires peut accéder à la deuxième année dès lors qu'il ou elle a satisfait aux conditions d'admission propres à la commission d'admission de l'UFR de Droit.

Contrats commerciaux

L'étudiant(e) titulaire d'un master 1 des domaines : Droit privé ou droit des affaires (mentions exigées puis entretien personnalisé en vue de la sélection en M2) attestant qu'il ou elle maîtrise les matières fondamentales d'un niveau de master 1 de Droit des affaires peut accéder à la deuxième année dès lors qu'il ou elle a satisfait aux conditions d'admission propres à la commission d'admission de l'UFR de Droit.

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	QUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)
En contrat d'apprentissage	X	
Après un parcours de formation continue	X	Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)

En contrat de professionnalisation		X	
Par candidature individuelle	X		Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)
Par expérience dispositif VAE prévu en 2002	X		Cette formation est accessible via : - la Validation des Acquis Professionnels (VAP) qui permet un accès dérogatoire à une formation (décret n°85-9 06 du 23 août 1985) Examen du dossier constitué des cursus de formation, professionnel et personnel par une commission pédagogique. - la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) permettant d'obtenir tout ou partie d'un diplôme (loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002, décret n°2002-590 du 24 avril 2002) Examen du dossier constitué des cursus de formation, professionnel et personnel et audition du candidat par un jury de validation. - Tous les diplômes proposés à l'université Paris-Est Créteil Val de Marne sont susceptibles de faire l'objet d'une VAP ou d'une VAE.

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Arrêté du 16 juillet 2015 accréditant l'Université Paris XII en vue de la délivrance de diplômes nationaux.

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 16 juillet 2015 accréditant l'Université Paris XII en vue de la délivrance de diplômes nationaux.

Arrêté du 04 février 2014 relatif au diplôme national de master publié au JO du 11 février 2014

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

scuio-baip@u-pec.fr

<http://www.u-pec.fr/pratiques/universite/observatoire-etudiant/enquetes-d-insertion-professionnelle-336228.kjsp>

Autres sources d'information :

<http://droit.u-pec.fr>

UPEC

Lieu(x) de certification :

Université Paris-Est Créteil Val-De-Marne : Île-de-France - Val-de-Marne (94) [Créteil]

Université de Paris Est Créteil

61 avenue du Général de Gaulle

94010 Créteil Cedex

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Faculté de Droit

83-85, avenue du Général de Gaulle

94000 Créteil

Historique de la certification :

Mater Droit des affaires spécialité Droit des contrats et des pratiques commerciales (fiche RNCP 12637)

Master Droit des affaires spécialité Juriste d'affaires (fiche RNCP 12680)